

SEMAINE AGROALIMENTAIRE – SADCAO – 12 AU 17 MARS 2023

COMPTE-RENDU RÉALISÉ PAR LA SADC D'ABITIBI-OUEST



12 MARS 2023 - JOURNÉE INFO-JARDINAGE – CONJOINTEMENT ORGANISÉ PAR LE CENTRE LE RETOUR ET LA SADCAO

Activité - évaluation	Actions envisagées
<p>Trois présentations et un Jard-Quiz :</p> <p>Christine Dakuyo – Le potager du pouce vert – Semences et germination</p> <p>Vincent Fluet – Écobourgeons – Serres, tunnels et concombres</p> <p>Gaston Gadoury – SADCAO – Portrait des familles agricoles</p> <p>Sylvie-Claude Coté – Centre Le Retour - Jard-Quiz</p> <p>Participation : 30 personnes</p> <p>Évaluation : Dans l'ensemble, j'ai reçu des messages privés et les gens étaient satisfaits et ont passé un très bon moment. Les petites attentions (cadeaux, potage, galettes, tirage) ont fait plaisir aux participants. La diversité des présentations a été très appréciée également. Beaucoup d'informations ont été partagées et les gens ont appris beaucoup.</p>	<ul style="list-style-type: none"> ~ Envoi d'une infolettre ~ Inviter les gens au Troc-Jardin qui aura lieu fin mai- début juin ~ Publication des dates sur la page Facebook Le Retour à la Terre ~ Formation d'un comité pour organiser une Fête des semences en mars 2024

14 MARS 2023 - BILAN SUR LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE CONJOINTEMENT TENU PAR LA SADCAO ET LA MAISON ST-ANDRÉ

Activité - évaluation	Actions envisagées
<p>Description de l'activité : Projet initié par la SADC d'Abitibi-Ouest qui s'est réalisé grâce au soutien financier du CSSSAT et des partenariats avec la Maison St-André, la Maison des jeunes et de nombreux partenariats. L'objectif est d'éviter le gaspillage alimentaire en acquérant les produits invendus et en les transformant en plats à coûts modiques pour la clientèle en plus grand besoin : faibles revenus, perte d'autonomie, isolement.</p> <p>Nb de personnes présentes : 12 dont les organisations suivantes : CSSSAT, MRCAO, Maison de la famille, Maison St-André, un groupe de bénévoles au projet</p> <p>Évaluation : Atteinte des résultats et réponse à de nombreux besoins</p>	<ul style="list-style-type: none"> ~ - Maintenir la formule pour une 2^e année ~ - Poursuivre le service de livraison à domicile ~ - Développer une structure de financement à long terme

15 MARS 2023 - JOURNÉE AGROALIMENTAIRE – PORTRAIT, INNOVATION, TRAJECTOIRE ORGANISÉ ET TENUE PAR LA SADCAO

Activités	Évaluation
<p>Les principales activités tenues en plus de l'accueil et de l'évaluation de la journée animée par Thérèse Grenier :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Déjeuner échanges PORTRAIT - Le portrait agroalimentaire d'Abitibi-Ouest - Gaston Gadoury – SADCAO INNOVATION - Projet FQRNT en production bio - Vincent Poirier - URDAAT - Projets en production bovine écoresponsable — Simon Lafontaine et Frédérique Lavallée - Projet en grandes cultures bio - Stéphanie Lavergne et/ou Catherine Therrien - Laboratoire d'analyses agricole — Vincent Poirier TRAJECTOIRE - Atelier : Trajectoire de 12 cibles – 7 ont été retenues SERVICES ET PANEL - Le secteur bioalimentaire au coeur de notre mandat - Monia Jacques, Jean-Luc Pelletier-Deschênes MAPAQ AT - Panel - 4 invités : Marcel Boivin, Service Québec; Cimon Rétif, Centre Frère-Moffet; Martin Matte, MRC d'Abitibi-Ouest; Thérèse Grenier, SADC Abitibi-Ouest <p>Participation : 42 personnes</p>	<p>Dix-neuf personnes ont complété une évaluation :</p> <p>14/19 considèrent que la journée a répondu à leurs attentes 17/19 pour qui l'information a été claire 13/15 considèrent avoir eu l'occasion d'exprimer leurs enjeux 15/18 considèrent les modes de communication appropriés 18/19 ont apprécié la durée des activités.</p> <p>Les commentaires et les priorités exprimés sur la feuille d'évaluation sont consignés dans les tableaux suivants des enjeux/cibles qui ont été discutés à l'atelier.</p>

COMPTE-RENDU DES CIBLES TRAITÉES LORS DE L'ATELIER - TRAJECTOIRE

1. PÉNURIE DE MAIN D'ŒUVRE

La région est confrontée à une pénurie de main-d'œuvre, ce qui rend difficile pour les agriculteurs de trouver des travailleurs pour aider à la plantation, à la récolte et à d'autres tâches sur la ferme. Cela peut entraîner des coûts accrus, une production réduite et mettre en cause la pérennité des entreprises.

1. L'importance de cette cible pour le territoire et 2. Cela impacte qui ou quoi	3. Les pistes de solution pour atteindre cette cible
<p>Manque de spécialistes, employés agricoles; profil non adapté; concurrence des salaires avec les mines; avantages sociaux; travail physique; horaire de travail vs famille; valorisation du métier; permis de travail – très long délai – coût assumé par le producteur; loyauté envers l'employeur.</p> <p>Famille, enfants, couple; relations familiales; un trou sans fin de temps; financier; sur le PIB local; coût de transport</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Personnes retraitées – augmentation des avantages; meilleurs avantages fiscaux, sociaux, assurances...; plus de main-d'œuvre; valorisation du travail à la ferme; renforcement du métier et de l'impact sur la qualité des produits; faire évoluer les vieilles mentalités qui ont un impact sur la famille; Valorisation de la qualité de vie; avantage de vivre en région; avantage des espaces verts – forêt – accessibilité; mieux géré la lourdeur administrative; a relève est beaucoup mieux formée et diplômée. Les personnes retraitées souhaitant demeurer actives pourraient être mises à contribution, mais il faudrait des mesures pour ne pas les pénaliser sur le plan fiscal.

- Le bénévolat pourrait être une option. Il faudrait faire connaître les besoins aux bénévoles et faire connaître les bénévoles aux agricultrices et aux agriculteurs. Peut-être envisager un site web ou autre plate-forme permettant d'afficher des demandes de bénévoles et des offres de bénévolat.
- Afin de favoriser la relève et d'attirer plus de travailleuses et de travailleurs, il faut mieux faire connaître la variété des métiers possibles, la réalité de l'agroalimentaire (conditions de travail, milieu de vie) et le potentiel régional (qualité des sols, ensoleillement, occasions pour la culture biologique, etc.).
- Pénurie de main-d'œuvre : formations spécifiques et personnalisées pour les entreprises, répondre aux besoins avec l'aide de Service Québec. Collaboration et partenariat, levier pour répondre aux besoins des entreprises.

Piste d'action à considérer

- Donner de meilleurs avantages fiscaux pour les personnes retraitées souhaitant un retour au travail
- Valoriser le métier de producteur et d'employé agricole

2. RELÈVE AGRICOLE ET TRANSFERT DE FERMES

Le vieillissement des exploitants agricoles portera une pression particulière et pressante sur le transfert des fermes si on veut maintenir la production agricole actuelle.

1. L'importance de cette cible pour le territoire 2. Cela impacte qui ou quoi	3. Les pistes de solution pour atteindre cette cible
Assurer notre autonomie alimentaire en continu. Assurer le maintien des terres en culture. Tous les consommateurs locaux et l'économie locale. Secteur primaire, secondaire et tertiaire.	Valoriser ce mode de vie en créant de la passion. Éducation à partir de l'école (Projets de visiter des fermes à tous les âges). En parler avec les autres régions. Faire la promotion (manque de connaissance). Comité de petite séduction (montrer ce que nous avons à offrir). Créer une banque de volontaires bénévoles pour travailler une journée ou faire un stage.
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Afin de favoriser la relève et d'attirer plus de travailleuses et de travailleurs, il faut mieux faire connaître la variété des métiers possibles, la réalité de l'agroalimentaire (conditions de travail, milieu de vie) et le potentiel régional (qualité des sols, ensoleillement, occasions pour la culture biologique, etc.). ▪ Avec le manque de relève et la pénurie de main-d'œuvre, il ne semble pas y avoir beaucoup d'engouement pour rendre des terres accessibles. Cependant, certaines agricultrices et certains agriculteurs souhaiteraient pouvoir louer les terres (friches) adjacentes aux leurs mais ne peuvent pas toujours. ▪ Relève agricole et démarrage : formation en ligne pour le lancement, très utile et explication des assurances et coût de revient. Valoriser le modèle agricole (visite, formation, faire valoir...) 	
<p>Pistes d'action à considérer</p>	
<ul style="list-style-type: none"> - Valoriser ce mode de vie en créant de la passion - Éducation en bas âge à l'école sur le secteur agroalimentaire (Projets de visiter des fermes à tous les âges). - Créer une banque de volontaires bénévoles pour travailler une journée ou faire un stage 	

3. OPTIMISATION DES RESSOURCES

La baisse des superficies de sol vouées à la production animale et végétale et les espaces en friche indiquent une disponibilité de sols qui pourraient être mieux utilisée afin de créer davantage de la richesse locale tout en augmentant à l'autonomie alimentaire.

1. L'importance de cette cible pour le territoire 2. Cela impacte qui ou quoi	3. Les pistes de solution pour atteindre cette cible
Terres sous exploitées sont non accessibles car elles appartiennent à des non producteurs. Manque d'ouverture à faire des concessions entre producteurs et citoyens. Espace en friche. Richesse locale. Autonomie Alimentaire. Producteur, citoyens, l'environnement. Ceux qui veulent en faire une utilisation forestière. La productivité et la rentabilité de l'entreprise. L'autonomie alimentaire.	Sensibilisation auprès des citoyens et des élus. Éducation populaire sur la réalité agricole. Aide financière pour remettre les terres en culture (une aide plus optimale que les subventions, pour que les producteurs n'aient pas trop à investir). Agir sur les monopoles.
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Les programmes gouvernementaux fonctionnent lorsqu'ils sont connus, accessibles, ils donnent des résultats et les pratiques changes. 	
Pistes d'action à considérer	
<ul style="list-style-type: none"> - Sensibilisation auprès des citoyens et des élus des ressources et potentiels. - Éducation populaire sur la réalité agricole. 	

4. LA VALEUR DES TERRES ET LA SPÉCULATION

Le phénomène de spéculation financière des terres agricoles croît. De plus en plus de propriétaires ne sont pas producteurs; la valeur des terres de l'AONQ est basse. Le rendement des placements financiers est de beaucoup inférieur à la croissance de la valeur des terres.

1. L'importance de cette cible pour le territoire 2. Cela impacte qui ou quoi	3. Les pistes de solution pour atteindre cette cible
Majorité des terres sont propriété de non exploitants. Terres de l'AT utilisées pour compenser les émissions de GES ailleurs, combien? Arrivée de la culture du maïs, prix des terres qui vont augmenter. Terres encore peu chères par rapport au reste de la province. Impact du coût du transport pour la vente de la production. Relève agricole, pour qui les terres sont peu accessibles. Hausse des prix de location des terres.	Gouvernement, MRC, organismes, municipalité. Incitatif fiscal à la mise en production de la terre. Donner l'accessibilité à l'exploitant agricole aux terres non cultivées. Améliorer la visibilité de la mise en vente des terres (plateforme). Favoriser l'agroalimentaire par rapport au développement agroforestier – plus rentable et nourricier. Fiducie d'utilité sociale agricole.
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Certaines terres sont détenues par des non exploitants et/ou des intérêts extérieurs (p. ex. pour spéculer ou pour faire de la « compensation carbone »). Il y aurait lieu de documenter le phénomène pour mieux en comprendre l'ampleur et les répercussions : combien de terres? quelles superficies? détenues par des gens de la MRC, de la région, de l'extérieur? 	

- L'information au sujet des terrains à vendre ne semble pas bien circuler. Une plate- forme facilement accessible permettrait de mieux diffuser l'information et de donner l'occasion aux agricultrices et aux agriculteurs de la MRCAO d'acheter des terres, au besoin.
- Avec le manque de relève et la pénurie de main-d'œuvre, il ne semble pas y avoir beaucoup d'engouement pour rendre des terres accessibles. Cependant, certaines agricultrices et certains agriculteurs souhaiteraient pouvoir louer les terres (friches) adjacentes aux leurs mais ne peuvent pas toujours.

Pistes d'action à considérer

- Améliorer la visibilité (plate-forme) des terres disponibles à la vente.
- Incitatif fiscal à la mise en production de la terre.
- Donner l'accessibilité à l'exploitant agricole aux terres non cultivées.
- Faire connaître la FUSA

5. EXPANSION SUR LES MARCHÉS D'EXPORTATION

Les producteurs peuvent saisir l'opportunité de s'étendre sur les marchés d'exportation, où il y a une forte demande pour les produits alimentaires de haute qualité. L'exportation vers les districts de l'Ontario, ainsi que vers les territoires nordiques peut offrir des opportunités de développement intéressantes.

1. L'importance de cette cible pour le territoire 2. Cela impacte qui ou quoi	3. Les pistes de solution pour atteindre cette cible
Consolider nos entreprises, production augmentée. Hausse du nombre d'employés. Impact indirect sur le tourisme, connaître notre région. Entreprises, employés. Région Équipements, infrastructures, fournisseurs. Productions excédentaires.	Connaissance des marchés ou de la demande. Densité de population – étude de marchés – institutions. Aide de conseillers et experts. Réseau de transport à développer.
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Pour accéder aux marchés externes, améliorer l'accès à Internet et faire des études de marché. 	
<p>Pistes d'action à considérer</p>	
<ul style="list-style-type: none"> - Connaissances et études de marché. - Connaître les volumes de produits disponibles à l'exportation. 	

6. PROGRESSION TECHNOLOGIQUE

Les avancées technologiques telles que l'agriculture de précision, l'automatisation et l'Internet des objets peuvent aider à améliorer l'efficacité et à réduire les coûts et déchets du secteur. L'automatisation et la robotisation des opérations pourront mitiger certains impacts liés à la pénurie de main-d'œuvre.

1. L'importance de cette cible pour le territoire 2. Cela impacte qui ou quoi	3. Les pistes de solution pour atteindre cette cible
<p>Important d'implanter les outils technologiques pour l'efficacité et la productivité des entreprises. Aide à la mise en marché et la vente au détail.</p> <p>Minimiser les dépenses ou maximiser les revenus. Pallier la pénurie de main-d'œuvre. Renouveau agricole pour certaines communautés dévalorisées.</p> <p>Augmenter la capacité de développement de la production du territoire.</p> <p>Augmenter l'efficacité et la qualité de vie des producteurs.</p> <p>Les producteurs, les employés sur la ferme. Les citoyens, consommateurs, la communauté. Les services à l'agriculture (fournisseurs de services).</p> <p>Le développement de nouvelles compétences. Augmentation de la demande en électricité. Transformation des partenaires d'affaires.</p> <p>Meilleure traçabilité.</p>	<p>Accès à l'Internet haute vitesse.</p> <p>Recherche et développement.</p> <p>Renouvellement des compétences et des connaissances.</p> <p>Financement et subventions – aide à la robotisation...</p> <p>Hausse du service conseil (accompagnement aux producteurs).</p>
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Accès à Internet. ▪ Recension des innovations qui ont fonctionné afin qu'elles servent de sources d'inspiration. ▪ R&D (exemples intéressants avec l'UQAT : Unité de recherche et de développement en agroalimentaire et Chaire Desjardins en développement des petites collectivités). ▪ Nouvelles technologies : simulateur pour conduite de tracteur agricole, production animale; s'enligner vers plus de formation dans la robotisation. 	
<p>Pistes d'action à considérer</p>	
<ul style="list-style-type: none"> - Accès à l'Internet haute vitesse. - Financement et subventions – aide à la robotisation et autres technologies. - Hausse du service conseil (accompagnement aux producteurs). 	

7. PRODUITS À VALEUR AJOUTÉE

Le secteur gagnerait à valoriser ses produits en les transformant, en les conditionnant, en les offrant sous labels et en les emballant de manière à les rendre plus attrayants pour les consommateurs. Ceci afin d'en tirer un meilleur profit, faire croître le secteur et positionner avantageusement le territoire.

1. L'importance de cette cible pour le territoire 2. Cela impacte qui ou quoi	3. Les pistes de solution pour atteindre cette cible
<p>Économie régionale.</p> <p>Valorisation du territoire.</p> <p>Éviter le gaspillage alimentaire.</p>	<p>Plateforme transactionnelle (Goûtez AT).</p> <p>Paniers régionaux, site web.</p> <p>Mise en place de programmes de valorisation des produits locaux transformés – 2^e et 3^e transformation.</p>

<p>Les acteurs de la distribution. Circuit proximité, marchés publics, restauration. Producteurs, distributeurs, transformateurs et consommateurs. Chaîne de la mise en marché. Augmentation de la durée de vie des produits.</p>	<p>Utilisation des outils novateurs (internet). Proximité : développement des liens, développement de circuits locaux. Développement de la solidarité territorial. Mettre en place des ventes centralisées (paniers, sites Internet). Offrir des produits transformés (R&D). Incubateur pour aider les producteurs à transformer leurs propres produits. Lutte contre le gaspillage. Programme de sécurité alimentaire.</p>
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Favoriser les circuits courts pour réduire le nombre d'intermédiaires. Publiciser les marchés publics et les initiatives du genre « Goutez AT », tout en s'assurant de ne pas multiplier les offres similaires, ce qui crée de la confusion. ▪ Rendre les produits disponibles à l'année (pas seulement à l'été et dans le temps des Fêtes). Financer les coûts de transport et optimiser les réseaux de distribution. 	
<p>Pistes d'action à considérer</p>	
<ul style="list-style-type: none"> - Mettre en place des ventes centralisées (paniers, sites Internet). - Incubateur pour aider les producteurs à transformer leurs propres produits. 	

Cibles proposées non traitées lors de l'atelier, mais pris en considération dans le panel et les échanges.

1. La diversification

La diversification des types de cultures et d'animaux produits sur le territoire, ainsi que les types d'aliments produits, peut aider à répartir les risques et à augmenter la résilience aux fluctuations du marché et aux autres défis comme la sécurité alimentaire.

2. L'accès aux marchés

Les petits producteurs rencontrent des défis pour accéder aux marchés, ceci rendant difficile la vente de leurs produits et affectant leurs revenus. Il y a demande chez les consommateurs pour des produits alimentaires locaux (biologiques et naturels) vendus en circuit court. Cela leur offre une opportunité pour répondre à la demande et se différencier des plus grands producteurs alimentaires.

3. Les changements climatiques

Les effets du changement climatique, tels que les événements météorologiques extrêmes et les changements dans les modèles de précipitation, peuvent avoir un impact significatif sur les rendements des cultures, ainsi que sur la santé animale. Cela peut entraîner une production réduite et des coûts accrus pour les agriculteurs.

4. La collaboration, la concertation et les partenariats

La collaboration, la concertation et les partenariats entre les agriculteurs, les transformateurs, les autres acteurs de l'industrie, les municipalités, les universités et les acteurs gouvernementaux s'imposent. Ceci afin d'aider à partager les ressources, les connaissances et les expertises et à développer de nouveaux produits et de nouveaux marchés.

5. L'agir collectif

La portée des actions en agroalimentaire pourrait être vue sous la forme collective afin d'optimiser, partager les efforts et les risques pour de meilleurs résultats. Serres communautaires, coopératives de machinerie, fiducies foncières agricoles, réseau pour la conservation, la transformation, la distribution et la mise en marché de produits alimentaires

COMPTE RENDU DES PRÉSENTATIONS ET ÉCHANGES TENUS LORS DU PANEL

PANÉLISTES : Simon Rétif, Centre Frère-Moffet - Services aux entreprises; Marcel Boivin, Services Québec aux entreprises; Martin Matte, MRC AO, Développement des entreprises; Thérèse Grenier, directrice générale, Société d'aide au développement des collectivités d'Abitibi-Ouest

Énoncé et questions posés aux panelistes :

1. Présenter brièvement votre organisation et une activité, un événement ou un programme déployé en Abitibi-Ouest ou au Nord-du-Québec ces 2 dernières années ayant trait à l'agroalimentaire.
2. Que reprenez-vous des idées partagées cet avant-midi au regard de la mission de votre organisme ?
3. En quoi, sur quoi, avec quoi pensez-vous pouvoir agir au regard des actions proposées par la salle sur le milieu agroalimentaire de l'Abitibi-Ouest et du Nord-du-Québec ?

Propos échangés par les panelistes et les participants-es	Pistes d'action dégagées
Travail conjoint de tous les organismes concernés par un même sujet, un même dossier. Se mettre ensemble ce serait préférable, mais difficile de travailler ensemble, mais nécessaire.	Table de concertation bioalimentaire régionale et territoriale?
Pas accessible pour le restant de l'année, accessible à tous les mois – distribution à la grandeur de l'Abitibi-Témiscamingue. Est-ce que nous aurions assez un bon volume pour fournir, et aussi comment rejoindre le client. La clientèle ne crée pas de fidélité. Consommateur est perdu avec tous les noms, voir pour partenariat pour que le consommateur revienne. Si uniquement une fois dans l'année, le client est moins habitué. S'il cela est possible de le rendre plus longtemps.	Distribution régionale des produits locaux, comment et par qui?
Goûtez AT : À la base Goûtez AT a été créé pour les marchés publics. Plus la raison d'être à l'extérieur des marchés. 2 objectifs, le répertoire et la boutique. Pas de labels de Goûtez AT	Créer un label régional? Goûtez AT fonctionne à l'année?
Manger local : pas de recette, alors difficile de faire des recettes avec le même produit pendant 10 semaines.	Intégrer, proposer des recettes pour des aliments moins connus?
Marché public VD, table très cher, beaucoup de km, est-ce que je récolte vraiment trop pour que je sois obligé de me rendre à des marchés. Pourquoi je ne suis pas capable de vendre en Abitibi-Ouest, incapable d'écouler les produits en Abitibi-Ouest. Cuisine pour faire de la transformation. C'est tu possible d'avoir une place de vente dans chaque MRC pour que les producteurs et transformateurs pour qui puissent avoir leur produit en vente. Épicerie : achète la tomate à 2 \$ à la place de 4 \$, alors place locale pour distribution. Transport, pour autosuffisante. Pourrait toute vendre en AO et n'aurait pas à se déplacer dans les autres marchés.	Établir une stratégie de distribution, de vente...? Subventionner les espaces des marchés locaux? Développer la consommation locale?
Le portrait indique qu'en AO il n'y a pas beaucoup de relève, beaucoup de terre, moins de ferme. Revenu des producteurs est à la baisse à cause principalement de l'inflation et du coût des intrants et des intérêts	Travailler sur l'achat d'intrants en commun?
Avoir un PDZA. Sans PDZA, c'est plus difficile de vouloir s'unir avec les autres partenaires. La priorité actuelle est au schéma d'aménagement. Un PDZA, ce serait bénéfique, mais actuellement ça ne pénalise pas l'action en agroalimentaire.	Inciter pour la réalisation d'un PDZA en AO?
La MRC ou autre pourrait acquérir une ou des terres et les louer pour aider les entreprises (FUSA). Aimerais voir la MRC plus impliquée dans ce type de projet. Difficile pour les élus, car ne veulent pas prioriser un plus que l'autre en louant une terre.	FUSA ?
Plan de communication : comment faire valoriser les productions et produits locaux. Infolettre, médias sociaux.	Plan de communication sur les produits locaux pour exposer l'offre et favoriser la consommation?
Développer un centre de recherche et de développement, développement de produits et de marché. Pour permettre d'utiliser les invendus.	Centre de recherche et d'innovation alimentaire sur les produits locaux?
Si problème collectif, est-ce qu'il y aurait moyen d'avoir de l'aide collectivement. Ex : Logement, on aimerait avoir des employés, mais pas de logement.	Réflexion globale sur le logement pour la main-d'œuvre externe...?

Regroupement des producteurs. Créer une coopérative, un OBNL marchand... Planification et organisation collective pour les produits locaux. Créer un groupe d'économie social marchand, il pourrait y avoir de la vente de fait pour répondre aux besoins.	Coop-OBNL marchand pour produits locaux?
MRC pourrait s'approprier un entrepôt et des équipements pour permettre rentabilité les producteurs.	Entrepôt pour produits maraichers?
Formation : germination, micro-pousses, arbres fruitiers en zone nordique, si demande spécifique sur des formations, ne pas hésiter. Mieux exprimer et régulièrement vos besoins, pour qu'on puisse vous aider sur des cibles précises.	Demande de formations spécifiques?
Information, partage, développement de marché, transformation, développement de produits, centre de recherche dans la transformation	Développer la transformation?
Ça fait un bout que le monde est mélangé, les programmes et les intervenants changent trop. Avoir une personne pivot qui oriente les promoteurs, la relève aux bons endroits pour les programmes, l'expertise, etc. Département des miracles Soirée pour les nouveaux producteurs pour expliquer les portes d'entrée pour les subventions et autres.	1 Référence pivot pour les programmes et autres infos agricoles?

OBSERVATIONS D'HUGO ASSELIN EN FIN DE JOURNÉE

<ul style="list-style-type: none"> • Certaines dépenses (p. ex. pour favoriser le bien-être animal) ne génèrent pas plus de profits et ne sont pas des investissements. De telles initiatives nécessiteraient davantage de soutien gouvernemental. • Les programmes de soutien existants ne semblent pas toujours bien connus. La solution du guichet unique aurait, semble-t-il été essayée, sans succès (entre autres parce que les programmes changent trop souvent). Certaines personnes sont (ou pourraient être) des pivots qui donnent de l'information et redirigent les demandes de soutien vers les organismes ou programmes appropriés. Quelqu'un au MAPAQ semble présentement jouer un tel rôle, mais cela ne semblait pas être connu de la majorité des personnes participantes. • Les programmes gouvernementaux fonctionnent. Lorsqu'ils sont connus, accessibles et utilisés, ils donnent des résultats. Les pratiques changent (p. ex. brise vent). • Il semble y avoir du besoin pour de l'expertise conseil. Ces services pourraient être mutualisés pour faire des économies d'échelle et être accessibles au plus grand nombre. • Faire des études de marché et sur les transformations des habitudes de consommation. Attention aux « fausses bonnes idées » (p. ex. investir massivement dans une offre de table champêtre ou de produits transformés si la demande n'a pas été clairement démontrée). • Des cas concrets pourraient être documentés pour servir de « preuves de concept » pour contrer les préjugés à l'encontre de l'achat local (trop cher, trop compliqué, etc.). L'exemple de l'Hôpital Sainte-Justine a été donné : virage majeur en ce qui concerne la nourriture offerte : produits locaux et repas « à la carte » plutôt qu'à heures fixes. La mesure a non seulement été rentable, mais elle est en outre bénéfique pour les patientes et les patients (meilleure qualité de nourriture) et pour l'environnement (moins de gaspillage).
--

TIRÉS DE L'ÉVALUATION ÉCRITE DES 18 PERSONNES AYANT REMPLI L'ÉVALUATION

Priorités retenues par les participants-es dans l'évaluation écrite
Ma priorité 1 :
Expansion, concertation, services à la population, vente et distribution locale (2), sensibiliser les consommateurs, mutualisation (3), soutien et aide aux producteurs-trices, revenu agricole, s'adapter à l'inflation, changement climatique, subvention pour les organismes, solidarité, accès aux marchés.
Ma priorité 2 :
Territoire, commercialisation, connaître le potentiel des citoyens, kiosque de vente gratuit, mise en marché locale, financement, aide financière à l'investissement, subventions mieux ciblées, prendre en charge la mise en marché, développer de nouveaux marchés agricoles, éducation, distribution régionale, création de plus-value, prendre des mesures pour rejoindre la clientèle, pénurie de main d'œuvre.
Ma priorité 3 :

Mise en marché, formation en commercialisation, voir à la congélation, accès à Internet à haute vitesse, main d'œuvre, appariement entre les besoins de consommateurs et de l'offre, moins de paperasse pour les producteurs, faire un PDZA, développer des projets intersectoriels et transdisciplinaires, information sur les services, communication-information, transport des productions, sécuriser les intrants agricoles en valorisant les ressources locales.

Les actions à court terme souhaitées par les participants-es, dans l'évaluation écrite:

Favoriser la communication des réalités / Publicité / Informations sur ce qui existe déjà / Refaire le même type d'exercice / Réseau local – vente locale / Subventions / Pas d'argent de la part des producteurs (2) - Kiosque de vente gratuit / Organiser des rencontres de partenaires pour collaborer / Revoir les options de mise en marché pour les producteurs / Mise en marché et commercialisation de l'agrovalorisation / Renforcement du domaine d'emploi, des métiers / PDZA(2) / Support concret aux producteurs / Mise en place d'un comité de concertation régional pour l'agroalimentaire / Hausser le revenu agricole / Activités de cocréation pour développer des projets de recherche / Place permanente d'un lieu de vente / Diagnostic de la capacité de production et mise en place d'un plan d'intervention / Créer un comité porteur de producteurs pour démarrer une entreprise collective / Sauvegarder les terrains agricoles du territoire / Aider à la mise en place d'une infrastructure permanente à La Sarre – marché public / Soutenir les personnes vulnérables pour les aider à faire des achats locaux.

Les actions à long terme souhaitées par les participants-es, dans l'évaluation écrite:

Mobilisation locale, système de mise en marché coordonné / Développer la concertation et la coordination des efforts / Regroupement des promoteurs pour la vente en groupe / Portrait des innovations réalisées en région / Organiser la vente des produits et services : plateforme d'appel d'offre... / Protéger le territoire agricole, augmenter le nombre de consommateurs locaux / Faire un PDZA / Créer une organisation locale ou régionale de mise en marché ou donner cette tâche à une organisation existante pour faire la vente physique de produits / Réalisation d'un ou plusieurs projets de recherche d'envergure / Ajustement de l'offre / Mesures fiscales aux producteurs / Prendre en compte le développement durable pour minimiser son impact environnemental / Cibler les ressources locales qui peuvent servir d'intrants agricoles afin de sécuriser et de réduire les coûts des intrants agricoles.

16 MARS 2023 – ACTIVITÉ - COMMENT SE RENDRE À L'ASSIETTE - ORGANISÉE PAR LA MRC D'ABITIBI-OUEST (MARTIN MATTE)

Activité - évaluation	Actions envisagées
<p>Retour sur la démarche bioalimentaire en Abitibi-Ouest, tenue le 16 mars 2023 de 13h30 à 16h00.</p> <p>La MRC d'Abitibi-Ouest a organisé une activité sous le thème de la logistique en circuit court. L'activité s'est tenue à la salle du conseil de la MRC. C'était une activité sur invitation. Nous comptons sur la présence de 8 producteurs/transformateurs ainsi 3 permanent de la MRC, un invité de la SADC et Marie Lacasse du Conseil québécois de la coopération et de la mutualité.</p> <p>Martin Matte agr., conseiller en développement des entreprises à la MRCAO a fait une présentation intitulée "comment se rendre à l'assiette" qui se voulait une introduction à la logistique et a cité plusieurs exemples d'organismes, plateformes, qui réalisent de la logistique en circuit court.</p> <p>Marie Lacasse du Conseil québécois de la coopération et de la mutualité a présenté une conférence sur le Pôles logistiques agroalimentaires en économie sociale.</p> <p>Plusieurs discussions ont eu lieu lors des présentations et après. Une des idées a été reprise, par la MRCAO et le SADC, soit celle d'avoir une personne qui pourrait travailler concrètement entre deux séances de travail sur des sujets bien précis afin que les idées puissent avancer.</p> <p>Échanges sur les enjeux locaux avec les 8 producteurs et transformateurs de produits locaux avec Marie-Pier Lebel.</p>	<p>Ressortir des enjeux communs, en prioriser un et y consacrer des ressources pour le documenter et porter des actions.</p>

17 MARS 2023 – WEBINAIRE SUR INVITATION

Activité - évaluation	Actions envisagées
<p>L'objectif était de partager les constats et les informations qui se dégagent particulièrement des activités de la semaine et d'entendre les suggestions de suivi.</p> <p>Il y eut 4 participantes de 2 organismes, 48^e Nord et EAAT qui ont aussi partagé leurs attentes et besoins de collaboration</p>	<p>Il se dégage la pertinence d'avoir une table régionale en agroalimentaire. Il serait à clarifier qui peut être le porteur régional de cette initiative.</p> <p>La SADC fera le lien avec le MAPAQ afin de voir la faisabilité de cette concertation régionale.</p>

SADCAO – 27 mars 2023